

Les 3 putschs de l'histoire de la Guinée

Page 27

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 15 septembre 2021

7 jrs/7

N°1730 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Plus de 3,5 millions Somaliens exposés à la crise alimentaire

Page 13



Au Niger des groupes armés recrutent davantage d'enfants

Page 21



Comment financer la protection de l'environnement au Burkina?

Page 24

CÔTE D'IVOIRE

Simone "peu encline" à rejoindre Laurent Gbagbo dans un nouveau projet politique

Laurent Gbagbo a dévoilé les membres d'un comité chargé de réfléchir aux contours de son futur parti mardi 07 septembre dernier. Parmi les membres de ce comité figure l'ex-première dame Simone Gbagbo qui a vite rejeté cette offre politique arguant n'avoir pas été consultée au préalable.



De retour en terre natale depuis mi-juin, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo porte un regard vers l'avenir

Parmi les membres du comité chargé de réflexion figurent des cadres historiques du FPI son ancien parti, notamment son vieux compagnon de route Assoa Adou, son ancien ministre de l'Emploi Hubert Oulaye ou encore Sébastien Dano Djedje qui a été plusieurs fois au gouvernement sous sa présidence, a rapporté Africanews. Dans cette liste inattendue, figure aussi Simone Gbagbo, son ex-femme avec qui il a fondé en 1982 le Front populaire ivoirien. Alors qu'à son retour au pays l'ancien chef d'Etat semblait vouloir tirer un trait sur son statut marital avec l'ex-Première dame, les choses pourraient bien prendre une nouvelle direction. Sauf que, dans la liste publiée mardi 7 septembre, Mme Gbagbo est cantonnée à un rôle secondaire, membre d'un «groupe de réflexion élargi» comptant une centaine de noms. Toutefois, l'ancienne épouse se dit «peu encline» à rejoindre cette nouvelle formation.

Simone Gbagbo demande ''respect et considération"

Dans un récent communiqué, Simone Gbagbo, cité par notre source, s'est dite «*surprise*» que son nom circule sans avoir été «*préalablement consultée*». «***Je reste dubitative devant ces pratiques et manquements et je suis peu encline à m'associer à ce type d'initiative car je mérite un minimum de respect et de considération***», a-t-elle déclaré. Un discours qui laisse transparaître une relation toujours aussi fragilisée entre monsieur et madame Gbagbo. Même si leur passé commun montre à quel point l'ancien couple peut beaucoup ensemble revenir sur la scène politique, il est difficile de fermer les yeux sur le retour après dix ans d'absence en Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo au bras d'une autre femme, Nady Bamba. Seulement quelques jours après son arrivé, notons que Laurent Gbagbo avait déjà entamé une procédure de divorce avec son ancienne épouse. L'ancien couple fort pourrait donc prendre des routes différentes.

Oumou Konaté

GAMBIE

Indignation suite à l'alliance entre le pouvoir et le parti de l'ex-dictateur

Le parti au pouvoir du président Adama Barrow a signé une alliance, dimanche 5 septembre, avec celui de l'ancien dictateur Yahya Jammeh. Cette décision a suscité l'indignation au sein de la population qui craint une remise en cause de la volonté du pouvoir de poursuivre l'ex-dirigeant pour des violations présumées des droits de l'homme.





Des Gambiens craignent que cette alliance enterre définitivement les espoirs d'une justice pour les crimes commis par Yahya Jammeh

Le parti du président Adama Borrow et celui de son ex-adversaire ont décidé de se rapprocher, à quelques mois de la présidentielle, prévue en décembre. Cette nouvelle alliance fait couler beaucoup d'encre et de salive en ce sens qu'il ne serait pas fortuit. Fabakary Tombong Jatta, le secrétaire général de l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC), le parti de Yahya Jammeh, s'est félicité de l'annonce de l'alliance avec le Parti national du peuple (NPP). Et ce n'est pas pour rien! Des closes auraient été signées. En effet, selon Rfi qui cite le parti de l'ex-dictateur, en cas de réélection du président Adama Barrow, l'APRC demande que les conclusions de la commission Vérité, réconciliation et réparations soient jetées à la poubelle mais aussi que l'ancien président Jahya Jammeh puisse revenir en Gambie. L'objectif est

La suite à la page 4

La suite de la page 3

d'assurer que l'ex-chef de l'État « revienne dans le pays de manière pacifique et dans la dignité », a déclaré Fabakary Tombong Jatta, selon Rfi.

Des Gambiens déçus

L'alliance entre le parti au pouvoir et celui de l'ex dictateur a pris de court les Gambiens. Pour certains, il s'agit d'une grande déception. « C'est une déception, voire une trahison », ont tout de suite réagi les associations de défense des droits de l'homme, a rapporté Rfi. Après 22 ans de terreur sous le règne de Yahya Jammeh, les Gambiens souhaitent la justice pour les présumés violations des droits de l'homme, d'où la mise en place de la commission Vérité, réconciliation et réparations. Une commission dont les résultats des enquêtes sera sans doute «jetés à la poubelle" avec la nouvelle alliance. Le procureur de la commission Essa Faal, lui-même candidat à la présidentielle de décembre, doit livrer son rapport le 30 septembre. Pour les Gambiens, sa candidature laisse planer le doute sur la validité du rapport de la commission.

Line Rose

Des rebelles ADF tuent des dizaines de personnes dans le nord-est du pays



Au moins 30 personnes ont été tuées lors d'une attaque, en début septembre, dans le nord-est agité de la République démocratique du Congo, selon des sources locales et onusiennes. Le groupe rebelle des Forces démocratiques alliées (ADF) est soupçonné d'avoir mené l'attaque dans la région de l'Ituri samedi, ont déclaré lundi 06 septembre les sources.

Dieudonné Malangayi, président par intérim de la chefferie du Pays de Galles Vonkutu, a déclaré à l'AFP que 14 personnes étaient mortes dans l'attaque et que d'autres corps avaient été découverts depuis.« Les civils qui sont allés chercher les corps des victimes en ont trouvé 16 autres dans la brousse, ce qui fait 30 civils massacrés », a déclaré Malangayi. Une source onusienne a confirmé à l'AFP qu'au moins 30 personnes avaient été tuées dans l'attaque. Selon un témoin,des corps ont déclaré que les victimes avaient pour la plupart été attaquées à la machette ou par balle. L'ADF,

La suite à la page 5

RDC

La suite de la page 4



La province voisine du Nord-Kivu, est sous état de siège depuis début mai, mesure exceptionnelle censée mettre un terme aux activités des multiples groupes armés

qualifié par Washington de ''groupe terroriste'' est considéré comme le plus meurtrier des nombreux groupes armés qui parcourent l'est de la RD Congo, riche en minerais. En août, le groupe a brûlé et massacré au moins 19 civils dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, selon des responsables locaux.

État de siège

L'Église catholique du pays affirme que l'ADF a tué environ 6 000 civils depuis 2013, tandis qu'un observateur basé aux États-Unis, le Kivu Security Tracker (KST), lui attribue plus de 1 200 morts dans la seule région de Beni depuis 2017. La répression des autorités congolaises contre les ADF a inclus un «état de siège» qui a commencé début mai, dans lequel les hauts responsables du Nord-Kivu et de la province voisine de l'Ituri ont été remplacés par des membres des forces de sécurité qui ont reçu des pouvoirs étendus. Les organisations de défense des droits humains ont mis en garde contre l'utilisation abusive de « l'état de siège ». « Les pouvoirs d'urgence peuvent conduire à davantage de violations des droits humains s'ils sont abusés », a déclaré Amnesty International lorsque l'état de siège est entré en vigueur en mai. Des militants de la société civile ont appelé à la fin du siège, affirmant que « les droits des citoyens sont de plus en plus bafoués »

Source: Aljazeera

K.Fiakofi

SAO TOMÉ ET PRINCIPE

Vila Nova nouvellement élu veut mettre fin à « la haine et les persécutions » dans le pays



Vila Nova a identifié les plaies de la société comme « l'une des principales tâches » auxquelles il sera confronté

Carlos Vila Nova a été élu président de São Tomé et Príncipe au deuxième tour de dimanche 5 septembre dernier, avec 57,54 % des voix, soit un total de 45 481 voix, selon les résultats provisoires publiés lundi 6 septembre par la Commission électorale nationale (CEN). Fraichement élu, le nouveau dirigeant promet s'attaquer à ''la haine et les persécutions '' dans le pays.

Carlos Vila Nova a prononcé ses premiers mots en tant que président élu de la République de São Tomé et Príncipe, le lendemain de sa victoire, déclarant que seul le peuple pourra « donner des ordres », promettant de travailler pour finir avec « la haine et la persécution » dans le pays, a indiqué l'agence de presse STP-Press. Carlos Vila Nova, s'exprimait devant ses partisans célébrant sa victoire électorale sur la place de l'indépendance. «Je respecterai toujours le peuple», a-t-il déclaré soulignant que «les seules personnes qui pourront me donner des ordres en tant que président seront le peuple». « Nous allons travailler ensemble. Nous ne voulons pas d'un pays de haine, de persécution, où ceux qui se battent pour survivre prennent la pagaie », a ajouté Nova selon l'agence de presse STP-Press.

Taux d'abstention élevé

Vila Nova qui était soutenu par le parti d'opposition Action démocratique indépendante (ADI), avait précédemment revendiqué la victoire sur le candidat, Guilherme Posser da Costa, qui a obtenu 33 557 voix soit 42,46 % et soutenu par tous les partis de la majorité au pouvoir. A noter que le taux d'abstention lors du scrutin du second tour a été de 34,68 %, supérieur à celui du premier tour du 18 juillet dernier évalué à 31,6 % , selon Lusa. Le nouveau président a d'ores et déjà reçu les félicitions des présidents du Portugal et de l'Angola.

Sources : Lusa, agence de presse STP-Press

Pierre Oued.

CAMEROUN

Polémique suite à un refus de collecte de sang de l'opposition au profit des militaires blessés

Il est revenu qu'un hôpital militaire dans l'Extrême-Nord du Cameroun a refusé à un parti d'opposition l'organisation d'une opération de don de sang en faveur des militaires blessés par Boko Haram rapporte Sputnik News. Ce qui a naturellement créé une polémique.





L'hôpital militaire de Maroua n'a pas souhaité communiquer sur le sujet

Suite à ce refus, le parti de l'opposant camerounais Maurice Kamto a accusé le pouvoir d'être «aveuglé» par «la haine» et rappelle que l'armée «ne doit être l'objet d'aucune forme d'instrumentalisation politique» indique Sputnik News. En effet, les responsables du parti ne démordent pas et n'en reviennent pas d'avoir été interdits, début septembre, d'organiser une campagne de don de sang à l'hôpital militaire de Maroua dans l'Extrême-Nord du pays, une région en proie aux attaques terroristes de Boko Haram. «Il a été refusé au MRC par la hiérarchie militaire de l'hôpital militaire de Maroua l'organisation d'une campagne de don de sang pour les blessés des attaques de la secte islamique Boko Haram. Quand on connaît la carence en réserve dans les banques de sang de nos hôpitaux, on a de la peine à croire qu'un responsable chargé de sauver des vies a pu refuser une telle offre juste parce qu'elle vient d'un parti politique considéré comme ennemi du pouvoir que l'on sert», a publié le porte-parole du MRC Joseph Ateba sur sa page Facebook mercredi 1er septembre 2021. Le communiqué était accompagné d'une copie de la demande qui a été adressée à l'hôpital.

Une lutte politique s'exporte dans d'autres milieux

Réagissant au micro de Sputnik à cette sortie de Maurice Kamto, Patrick

La suite à la page 8

La suite de la page 7

Rifoe, communiquant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir, estime que «la politisation, c'est de transformer un parti politique en organisation humanitaire. De plus, à partir du moment où une collecte de sang est organisée sous le sigle MRC, elle est bien évidemment politique. Il n'y a donc pas de raison qu'elle ne soit pas traitée comme telle». «Enfin, l'armée a, à plusieurs reprises, été traitée de milice privée du président Biya par certains cadres du MRC. Il n'y a aucune raison qu'elle accueille avec autre chose que de la méfiance une initiative portée par ceux-là mêmes qui la stigmatisent», martèle-t-il.

Si la situation suscite encore de nombreuses interrogations, il est un fait habituel au Cameroun que la lutte politique s'étende à des sphères a priori non politiques, regrette notre source.

Source : Sputnik News

Pierre Oued.

Le gouvernement en concertation avec les pays d'asile pour mettre fin à la situation des réfugiés ivoiriens



60% des réfugiés ivoiriens interrogés souhaitent rentrer chez eux et seuls 10% souhaitent rester dans leur pays d'accueil

Les gouvernements de la Côte d'Ivoire et des pays accueillant un grand nombre de réfugiés ivoiriens ont signé mardi une déclaration conjointe conduisant à la cessation du statut de réfugié pour la grande majorité d'entre eux, a indiqué l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

A l'issue de la réunion régionale tenue à Abidjan, les Etats ont souligné l'importance d'accélérer le rapatriement volontaire et de soutenir un statut légal alternatif pour ceux qui choisissent de rester dans leur pays d'asile. « Sur la base d'une analyse approfondie de la situation en Côte d'Ivoire, le HCR estime que les circonstances dans lesquelles de nombreux Ivoiriens ont fui leur pays en tant que réfugiés ont cessé d'exister et que beaucoup d'entre eux n'ont plus besoin de protection internationale », a déclaré Raouf Mazou, Haut-Commissaire assistant du HCR pour les opérations, qui a signé la déclaration conjointe au nom

La suite à la page 9

La suite de la page 8



287.000 réfugiés ivoiriens rentrés dans leur pays

de l'agence onusienne.

Des convois hebdomadaires de rapatriement

L'accord intervient à un moment où 60% des réfugiés ivoiriens interrogés souhaitent être rapatriés, tandis que 30% des réfugiés et demandeurs d'asile ivoiriens en Afrique de l'Ouest et du Centre se disent indécis, et 10% ont décidé de rester dans leur pays d'accueil où ils ont développé des liens forts selon un rapport du HCR. L'agence des Nations Unies , a indiqué que des convois hebdomadaires de rapatriement de 1.800 réfugiés ivoiriens depuis le Libéria, où réside la majorité d'entre eux sont en cours. Depuis 2011, un total de 287.000 réfugiés ivoiriens, représentant plus de 92% de ceux d'Afrique de l'Ouest, sont rentrés volontairement en Côte d'Ivoire et d'autres sont en train de rentrer. Actuellement précise l'agence,51.000 réfugiés et demandeurs d›asile dans la région de l›Afrique de l›Ouest et du Centre, principalement au Ghana, au Libéria, en Guinée, au Mali, en Mauritanie et au Togo.

Source : news.un.org

K.Fiakofi

Soudan : L'ambassadeur d'Éthiopie convoqué au sujet de 29 corps retrouvés dans une rivière

Le Soudan a convoqué l'ambassadeur éthiopien au sujet de la récupération des corps qui, selon Khartoum, sont des Tigréens décédés de la rivière bordant la région du Tigré en Éthiopie, touchée par le conflit, ont rapporté la semaine dernière les médias officiels.

Depuis fin juillet, des dizaines de corps ont été retrouvés dans la rivière Setit connue en Éthiopie sous le nom de Tekeze qui traverse sa région du nord du Tigré, selon des habitants de Wad al-Hiliou dans l'État soudanais de Kassala. Le ministère soudanais des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Éthiopie le 30 août alors que les autorités soudanaises avaient trouvé 29 corps dans la rivière Setit» entre le 26 juillet et le 8 août',

La suite à la page 10

SOUDAN

La suite de la page 9

a indiqué le ministère dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle SUNA. «Le ministère a informé l'ambassadeur que les corps appartenaient à des ressortissants éthiopiens de l'ethnie tigréenne». Le mois dernier, des Tigréens résidant depuis longtemps à Wad a-Hiliou qui ont aidé à récupérer les corps ont déclaré à l'AFP que les cadavres étaient pour la plupart gonflés, déformés et portaient des blessures par balle ou de profondes entailles. Mais ils ont également indiqué que certains corps avaient des tatouages écrits dans leur langue Tigrinya. Certains cadavres avaient des parties du corps manquantes et presque tous avaient les mains liées derrière le dos, ont-ils déclaré.



Les corps ont été retrouvés entre le 26 juillet et le 8 août sur la rive soudanaise de la rivière Tekeze



Le gouvernement éthiopien a rejeté les allégations comme étant non fondées

Des allégations fabriquées , selon Addis-Abeba

La découverte des corps est intervenue alors que des allégations d'atrocités, de nettoyage ethnique et de massacres, y compris un massacre dans la ville de Humera, dans l'ouest du Tigré, se sont multipliées. Le gouvernement éthiopien a rejeté les allégations comme étant «fabriquées». Le Tigré est le théâtre d'un conflit meurtrier depuis novembre entre les forces fédérales éthiopiennes et le parti au pouvoir dans la région, le Front populaire de libération du Tigré (TPLF). Les combats ont fait des milliers de morts, selon les Nations Unies, et obligé des dizaines de milliers de personnes fuir vers le Soudan voisin. L'escalade du conflit a aggravé les relations entre Khartoum et Addis-Abeba ces derniers mois à cause de l'utilisation par les agriculteurs éthiopiens d'une région frontalière fertile revendiquée par le Soudan.

Source: nation.africa

K.Fiakofi

NIGER

Insécurité: plus de 300 écoles fermées (UNICEF)

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué que plus de 300 écoles ont été fermées au Niger à cause des attaques armées. Selon l'Agence Anadolu, l'information a été publiée jeudi dernier, dans un communiqué.



«Les attaques contre les écoles, les élèves et les enseignants sont un déni du droit des enfants à l'éducation et menacent leur avenir» a indiqué l'UNICEF

Selon un communiqué de l'UNICEF, consulté par l'Agence Anadolu, "*le nombre d'écoles fermées, en raison de l'insécurité dans les zones touchées par le conflit, est passé de 312 à 377, au cours des derniers mois au Niger*". "*Les menaces contre la sécurité scolaire étaient particulièrement aiguës dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa, ajoutant que l'accès aux écoles dans ces régions est restreint, ce qui entrave les efforts visant à soutenir les enfants touchés par la violence armée*», a poursuivi, ledit communiqué. Cette situation de fermeture des écoles, dans ces régions, a affecté l'éducation d'environ 22 000 enfants, a indiqué notre source.

Dans certaines régions, explique le communiqué, *"jusqu'à 80% des enfants peuvent être victimes de traumatismes psychologiques, les empêchant de réaliser leur plein potentiel à l'âge adulte*».

Le Niger, déterminé à protéger l'éducation

Depuis 2015, les régions nigériennes de Diffa (sud-est), de Tahoua (nord-ouest) et de Tillabéri (ouest) sont confrontées aux attaques armées de Boko Haram et des groupes terroristes opérant dans le nord du Mali. Lors du sommet virtuel de haut niveau organisé par les Nations Unies, dans le cadre de la célébration de la journée internationale de protection de l'éducation contre les attaques, le 09 septembre dernier, le président nigerien, Bazoum Mohamed, cité par le Sahel, a réaffirmé "*la détermination de son pays à renforcer la protection de l'éducation contre les attaques, particulièrement dans la région du Sahel*".

Bazoum Mohamed n'a pas manqué d'attirer l'attention sur les conséquences de ces attaques, sur les filles, car dit-il, « elles ont deux fois moins de chances d'être scolarisées que celles vivant dans les pays en paix, en plus d'être exposées aux risques de voire leur éducation s'interrompre, suite à la fermeture des écoles ».

Notons qu'au Sahel, les attaques contre les écoles par les groupes terroristes ont été multipliées par six depuis 2017, avec près de 5000 écoles fermées, perturbant l'éducation de plus de 700 000 enfants et privant plus de 20 000 enseignants de la possibilité d'exercer leur métier.

Lucien DAKISSAGA

MOZAMBIQUE

L'UA fournira 100 000 USD aux déplacés internes

L'Union africaine (UA) fait don d' environ 100 000 dollars américains, à la province de Cabo Delgado, pour soutenir les personnes déplacées par les attaques terroristes, a rapporté le journal O Pais. Elle a également promis une assistance en matière de formation militaire aux Forces de défense et de sécurité (FDS).



La mission de l'Union africaine en visite au Mozambique s'est rendue dans la province de Cabo Delgado pour la remise symbolique de son don



Le Mozambique depuis quelques années à présent fait face à une insécurité terroriste liée au djihadisme

En visite au Mozambique, le président du sous-comité de l'UA sur les réfugiés, les personnes déplacées et les affaires humanitaires, Andrew Bangali, et le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, Bankole Adeoye, ont annoncé le soutien monétaire de l'UA au pays, ainsi que la formation des Forces de défense et de sécurité (FDS). Réunis, le 8 septembre dernier, avec la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Verónica Macamo, les représentants de l'UA ont traduit la consternation de l'UA, face aux menaces liées au terrorisme, que vie la population de Cabo Delgado en particulier et celles du continent, selon le journal O Pais.

Andrew Bangali, qui est également ambassadeur de la Sierra Leone au Mozambique, a fait de l'aide humanitaire une priorité, car les besoins des personnes déplacées augmentent chaque jour, a indiqué notre source. « *Notre contribution vient compléter les travaux du gouvernement déjà en cours. C'est pourquoi nous sommes dans le pays* », a poursuivi Bangali.

L'aide de l'Union africaine arrive à point nommé

Avec l'arrivée des forces

La suite à la page 13

SOMALIE

La suite de la page 12

étrangères, le Mozambique a repris du poil de la bête. En effet, certaines parties de la province de Cabo Delgado sont déjà libérées, grâce à l'intervention des forces étrangères pour soutenir la fin de la violence armée dans la région. En réponse à ce défi, l'Union africaine a également exprimé son intention de former les FDS et d'aider à réprimer les attaques terroristes. « *Nous sommes là pour contribuer à la formation. Comme nous le savons, les Forces en attente de la SADC font partie de l'Union africaine, d'où la nécessité pour l'UA de soutenir l'initiative* », a déclaré Bankole Adeoye, selon notre source.

En retour, les autorités mozambicaines à travers la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Verónica Macamo, a souligné que l'aide de l'Union africaine arrive à point nommé, d'autant plus que le Mozambique s'apprête à assumer la présidence du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en octobre prochain.

Pierre Oued.

Plus de 3,5 millions de personnes exposées à une crise alimentaire, selon l'ONU



Environ 3,5 millions de personnes en Somalie sont confrontées à une crise d'insécurité alimentaire aiguë

Plus de 3,5 millions de personnes seront probablement exposées à une crise d'insécurité alimentaire grave en Somalie d'ici la fin de l'année en cours, en raison du manque d'aide humanitaire, selon un rapport sur la sécurité alimentaire publié à Mogadiscio par les Nations Unies.

L'évaluation conjointe de l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Somalie (FSNAU), un projet géré par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), et du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS Net), montre que les moteurs de l'insécurité alimentaire grave comprennent les effets cumulés des précipitations insuffisantes et mal réparties, les inondations et les conflits.Selon le rapport, environ 1,2 million d'enfants de moins de cinq ans devraient subir une malnutrition aiguë, dont près de 213.400 seraient exposés à une malnutrition grave.»Il est probable que l'aide alimentaire humanitaire durable et à grande échelle, et l'aide du gouvernement depuis janvier 2021, ont permis d'atténuer la gravité de l'insécurité alimentaire», a indiqué la FSNAU. Malgré

La suite à la page 14

BURKINA FASO

La suite de la page 13



Les faibles précipitations ont entraîné une production végétale inférieure à la moyenne dans le sud et de mauvaises perspectives de récolte dans les zones de subsistance

leur faible impact en début et milieu de 2021, les criquets pèlerins continueront de représenter un risque grave en termes de pâturages disponibles et de production des récoltes dans toute la Somalie, selon le rapport.

Les populations rurales connaissent de multiples déclins de leurs sources de nourriture et de revenus. Dans les zones pastorales, une migration du bétail à grande échelle a été signalée des zones à déficit pluviométrique vers les zones qui ont reçu des précipitations relativement meilleures,note le rapport. D'octobre à décembre 2021, l'insécurité alimentaire devrait encore se détériorer parmi les populations rurales, urbaines et déplacées pauvres en raison des impacts des précipitations prévues, inférieures à la moyenne pour la saison agricole.

Source: reliefweb

K.Fiakofi

Le pays célèbre la 22è journée africaine de la Propriété intellectuelle



Le Ministère en charge du commerce est engagé dans la création d'un label «Made in Burkina »

La 22e célébration de la journée africaine de la Technologie et de la propriété intellectuelle s'est tenue à Ouagadougou, le lundi 13 septembre 2021. Placée sous le thème "Propriété intellectuelle, innovation et développement des entreprises en Afrique", elle a été l'occasion pour Harouna Kaboré, ministre en charge du Commerce et de l'Industrie, de rappeler les préoccupations majeures du Burkina ainsi que du continent africain en matière de développement technologique et économique.

Le Burkina Faso, à l'instar des autres pays africains, a commémoré la journée africaine de la technologie et de la propriété intellectuelle, célébrée chaque 13 septembre, date anniversaire de sa création. Cette 22è célébration a été placée sous le thème: «Propriété intellectuelle, innovation et développement des entreprises en Afrique ». Un thème qui traduit, selon le ministre Kaboré,

La suite à la page 15

La suite de la page 14

la ferme volonté d'utiliser la propriété intellectuelle comme moteur de croissance à travers la création et le développement d'entreprises innovantes au Burkina.

La propriété intellectuelle, une réalité au Burkina Faso

"C'est conscient de l'importance de la propriété intellectuelle pour la promotion et la valorisation des produits nationaux, en général, et des produits du terroir en particulier, que mon département a engagé depuis bientôt deux (02) ans la labellisation de quatre produits du terroir (Pagne Faso Dan Fani, le Chapeau de Saponé, le pagne Kôkô Dunda et le beurre de karité)", a indiqué le ministre Kaboré. A ce titre, dit-il, nous pouvons affirmer que l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au Burkina Faso commence à être une réalité à travers l'enregistrement du Chapeau de Saponé comme première Indication géographique protégée (IGP) de notre pays, la mise sur le marché national et international de pagnes Faso Dan Fani labellisés, authentifiables et traçables via internet ou les smartphones. Ainsi que la création du label Made in Burkina et la mise sur le marché de produits estampillés



L'OAPI, un cadre d'accompagnement des Etats membres dans leur développement technologique et économique

des sceaux des labels Made in Burkina, comme le beurre de karité et le Kôkô Dunda d'ici la fin de l'année, a poursuivi Harouna Kaboré.

Bientôt des plateformes innovantes pour PME/PMI

L'OAPI, dans le cadre de sa mission d'accompagnement des Etats membres dans leur développement technologique et économique, va mettre en place des plateformes innovantes permettant aux PME/PMI de ses Etats membres de disposer des innovations nécessaires à leur développement, leur compétitivité et leur croissance. Pour le ministre, une utilisation optimisée des outils de la propriété intellectuelle dans un contexte économique dominé par l'immatériel permet de renforcer les actifs de l'entreprise et de développer son potentiel d'innovation. Raison pour laquelle il a encouragé les inventeurs, les innovateurs, les centres de recherche, les universités et tous les autres acteurs de la créativité de notre pays, les opérateurs économiques et les responsables des PME/PMI à participer activement à la mise en place de cette plateforme, afin de donner une impulsion au développement d'entreprises innovantes et résilientes dans notre pays. C'est à ce prix, poursuit-il, que les entreprises réussiront de manière durable à cueillir les délicieux fruits promis par les fleurs de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECA).

C'est ce 13 septembre 2021 qu'a été dévoilé le label Kôkô Dunda dans la belle cité de Sya, épicentre de la production de pagnes Kôkô Dunda.

Leylatou TIENDREBEOGO

SOMALIE

Le bras de fer entre le président Farmaajo et son Premier ministre se poursuit





Le différend entre les deux dirigeants risque de perturber le calendrier électoral en cours dans ce pays fragilisé

La crise entre le président Mohamed Abdullah Mohamed, dit Farmajo, et son Premier ministre Mohammed Hussein Roble se poursuit . Elle s'est accentuée ces derniers jours suite à une polémique née de l'assassinat d'une experte de l'agence de renseignement somalienne.

Cette grave crise politique que traverse la Somalie a débuté en début d'année, quand le chef de l'État a prolongé de deux ans son mandat qui venait d'expirer, mais elle a éclaté au grand jour après l'assassinat, en juin dernier, d'une agente des services de renseignements. En effet, le Premier ministre Roble avait accusé le président d'« entraver » une enquête sur la disparition d'une jeune employée de l'Agence des services de renseignement (NISA), Ikran Thalil. Il avait estimé que ses décisions posaient « une menace existentielle dangereuse pour le système de gouvernance du pays » selon Hiiraan Online. Toutefois toujours selon la même source, le président Farmajo a rompu lundi 13 septembre son silence sur l'affaire Ikran Tahlil, abordant la question pour la première fois publiquement en nommant un comité de cinq membres pour enquêter sur sa disparition et son meurtre. On ne sait pas si le Premier ministre a été mis au courant de la décision, s'interroge Hiiraan Online.

Les querelles risquent d'entacher le processus électoral en cours

Il y a dix jours, le Premier ministre avait limogé le chef des services de renseignements (Nisa), Fahad Yasin, jugeant

La suite à la page 17

SOMALIE

La suite de la page 16



Ikran Tahil était une experte en cybersécurité au sein de l'agence nationale de renseignement de la Somalie. Elle a disparu il y a près de deux mois et demi près de chez elle

peu convaincantes les conclusions de son enquête sur la disparition d'Ikran Tahlil Farah, 25 ans. Cette spécialiste en cybersécurité au sein de l'Agence nationale de renseignement de Somalie, a été kidnappée le 26 juin près de son domicile de Mogadiscio, puis torturée et assassinée indique RFI. Le limogeage du haut fonctionnaire n'a pas plu au chef de l'État qui a annulé cette décision « illégale et inconstitutionnelle », puis nommé un remplaçant de son choix à la tête de la Nisa, après avoir promu Fahad Yasin comme conseiller à la sécurité nationale. Pas sûr cependant que cette récente sortie du président puisse ramener la quiétude entre les deux hommes. Certains détracteurs de Farmajo ont rapidement dénoncé cette décision comme un obstacle supplémentaire à une véritable enquête. Abdirizak Omar Mohamed, député et ancien ministre de la Sécurité intérieure, a tweeté que la dernière décision de Farmajo enflammerait les tensions politiques et a appelé le Premier ministre à réagir. Les parties prenantes de la Somalie et les partenaires internationaux craignent que ces dernières querelles entre les principaux dirigeants somaliens ne fassent dérailler une saison électorale qui a déjà été repoussée à plusieurs reprises en raison de désaccords politiques.

Sources : Hiiraan Online, RFI

Pierre Oued.

Zimbabwé : Les restes de Mugabe pourraient être transférés au sanctuaire des héros nationaux

Un magistrat zimbabwéen a décidé vendredi 10 septembre que les restes de Robert Mugabe devaient être exhumés et réinhumés au sanctuaire des héros nationaux dans la capitale, ravivant une querelle sur le lieu de repos de l'ancien dirigeant.

En mai, un chef traditionnel de la zone rurale de Zvimba a ordonné que les restes de l'ancien président soient enterrés au sanctuaire de Harare, où sont enterrés l'élite dirigeante et les anciens combattants de la guerre d'indépendance du Zimbabwe. Les trois enfants de Mugabe avaient fait appel de la décision devant le tribunal d'instance de la ville de Chinhoyi,de Harare. L'avocat de la famille Fungai Chimwamurombe a déclaré que la magistrate Ruth Moyo a

La suite à la page 18

ZIMBABWE

La suite de la page 17

rejeté l'affaire, estimant que les enfants de Mugabe n'étaient pas parties à la procédure du chef de Zvimba et n'avaient donc pas le droit de faire appel. «C'est une décision avec laquelle nous ne sommes pas d'accord. Je consulte mes clients et ils ont le droit de faire appel», a déclaré l'avocat à l'agence Reuters.

La famille de Mugabe dit vouloir respecter la volonté du leader charismatique

Autrefois célébré comme un leader prometteur à l'indépendance en 1980, le long règne de Mugabe a divisé les Zimbabwéens, entre des partisans qui l'ont élevé au rang de champion de l'autonomisation des noirs et des opposants qui l'ont présenté comme un autoritaire qui a ruiné une économie autrefois prospère. Les proches de Mugabe s'opposent à sa réinhumation à National Heroes Acre, affirmant que l'homme qui a gouverné le Zimbabwe pendant 37 ans jusqu'à ce qu'il soit renversé par un coup d'État militaire avait exprimé la crainte avant sa mort, que certains de ceux qui l'ont renversé cherchent à mener un rituel traditionnel avec certaines de ses parties du corps. Le juge a déclaré que l'épouse de Mugabe avait demandé séparément une révision de la décision du chef et que l'affaire sera entendue à Chinhoyi le 21 septembre. Les chefs au Zimbabwe ont juridiction sur leurs sujets locaux, mais il est rare qu'ils ordonnent aux familles d'exhumer les corps pour les réinhumer.



Le feu vert pour l'exhumation de la dépouille de Robert Mugabe donné



Légende : National Heroes Acre à Harare, où l'élite dirigeante et les anciens combattants de la guerre d'indépendance sont enterrés.

Source:Standard media.

K.Fiakofi

AFRIQUE

L'ONU s'inquiète des atteintes aux droits humains au Mali et de la crise en Guinée

L'ONU est préoccupée des atteintes aux droits humains au Mali et de la crise en Guinée. La Cheffe des droits de l'homme s'est alarmée, le lundi 13 septembre 2021, de l'augmentation des atteintes aux droits de l'homme au Mali et a également déploré la « transition non démocratique en Guinée ».

L'urgence humanitaire devient « une crise exceptionnelle », selon le Bureau de l'ONU pour les affaires humanitaires

A l'ouverture de la 48ème session du Conseil des droits de l'homme à Genève, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet a dénoncé qu'« au Mali, à la suite du coup d'État du mois de mai, le deuxième en dix mois, les activités extrémistes violentes et les graves violations et atteintes aux droits humains se poursuivent sans relâche ». Ces abus s'étendent désormais à des « zones auparavant épargnées dans le sud du pays ». « L'impunité dont bénéficient les auteurs de ces crimes est un facteur important de cette détérioration de la situation », a-t-elle déploré.

Selon le site d'information Allafrica, entre janvier et juin, au moins 948 civils ont été tués, blessés et enlevés par des groupes armés ou ont disparu des mains des forces de défense et de sécurité maliennes.

Pour Mme Bachelet, comme le peuple du Mali, du Tchad et, en fait, comme ceux de tous les États, le peuple guinéen mérite « une gouvernance saine par des représentants qu'il a choisis pour répondre à ses besoins et à ses préoccupations ». A ce sujet, elle insiste sur le fait que les nouvelles autorités de facto de Conakry, à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la fonction publique, y compris l'armée, doivent respecter les obligations du pays en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Elle a déploré le fait « qu'une nouvelle transition non démocratique du pouvoir ait été infligée au peuple de ce pays ». « Comme le Secrétaire général de l'ONU, je suis de près la situation en Guinée », a-t-elle fait remarquer.

La suite à la page 24

AFRIQUE

La suite de la page 22

En Centrafrique l'ONU déplore une détérioration significative de la situation des droits de l'homme

Du côté du Tchad, une feuille de route officielle pour la transition, adoptée par le gouvernement de transition en juillet, prévoit un dialogue national, une nouvelle constitution et un référendum constitutionnel. Selon l'ONU, des réformes juridiques importantes et des élections nationales sont attendues d'ici à septembre 2022.

Cette feuille de route fait également référence à une cartographie planifiée de la situation des droits de l'homme au Tchad comme étape vers l'adoption d'une politique et d'un plan d'action nationaux en matière de droits de l'homme. Il est également question de la création d'une commission chargée de vérifier les détentions illégales ou arbitraires, et de la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Toujours en Afrique centrale, la Cheffe des droits de l'homme de l'ONU, s'est préoccupée par « la détérioration significative de la situation des droits de l'homme en République centrafricaine ». De février à juin 2021, les services de Mme Bachelet ont documenté une augmentation de 76 % des incidents, y compris des meurtres, qui ont été principalement perpétrés par des groupes armés.

Elle a rappelé que l'urgence humanitaire dans les pays du Sahel est « alimentée par le changement climatique ». La désertification croissante, les longues sécheresses suivies de crues soudaines et l'accès inégal aux ressources naturelles amplifient les vulnérabilités existantes, notamment l'insécurité alimentaire.

Source : Allafrica

Fatimata COMPAORE

Niger : Des groupes armés tuent et recrutent davantage d'enfants, selon Amnesty

Un nombre croissant d'enfants sont tués ou ciblés pour être recrutés par des groupes armés dans les conflits qui font rage aux frontières du Niger avec le Mali et le Burkina Faso, a déclaré Amnesty International dans un rapport publié lundi13 septembre.

« Dans la région de Tillabéri au Niger, une génération entière grandit entourée de mort et de destruction », a déclaré Matt Wells, directeur adjoint de la réponse aux crises d'Amnesty International. Des groupes armés ont attaqué à plusieurs reprises des écoles et des réserves, et ciblent les enfants pour le recrutement », a-t-il ajouté dans un communiqué. L'ONG de défense des droits humains a accusé l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) et la Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affiliée à al-Qaïda, d'avoir causé «l'impact dévastateur sur les enfants» dans la région.

La suite à la page 21

NIGER

La suite de la page 22



Légende : Amnesty a accusé l'État islamique et la Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), d'avoir causé l'impact dévastateur sur les enfants dans la région

Des homicides ciblés de civils

Selon l'organisation de suivi des conflits ACLED, citée par Amnesty, la violence contre les civils a fait 544 décès liés au conflit de janvier au 23 juillet de cette année, dépassant déjà les 397 personnes tuées sur l'ensemble de 2020.»Les groupes armés ont tué plus de 60 enfants dans la zone tri-frontière du Niger en 2021», indique le rapport, ajoutant que l'ISGS, qui opère principalement à la frontière avec le Mali, semble responsable de la plupart des meurtres à grande échelle. « Tant l'ISGS que le JNIM ont commis des crimes de guerre et d'autres exactions dans le conflit, notamment le meurtre de civils et le ciblage d'écoles. De nombreux enfants subissent des traumatismes après avoir été témoins d'attaques meurtrières contre leurs villages. Dans certaines régions, les femmes et les filles ont été interdites d'activités à l'extérieur de la maison et risquent d'être enlevées ou de se marier de force avec des combattants, a déclaré Amnesty International.



Légende : La zone dite des «trois frontières» est la cible récurrente d'attaques de deux groupes armés djihadistes

Source: amnesty; ewn.co.za

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Près de 1 400 000 déplacés internes ont bénéficié de l'assistance humanitaire

La ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, Hélène Marie Laurence Ilboudo a animé une conférence de presse le lundi 13 septembre 2021 à Ouagadougou. Objectif : faire le point sur la situation humanitaire nationale suite aux attaques terroristes, aux catastrophes naturelles.



La ministre en charge de l'Action humanitaire, Laurence Marchal Ilboudo, faisant le point de la situation humanitaire



Une vue des journalistes lors de la conférence de presse

D'entrée de jeu, la ministre de la Femme, de la Solidarité nationale et de l'Action humanitaire, Hélène Marie Laurence Ilboudo a indiqué, à propos des personnes déplacées internes (PDI) et des victimes de catastrophes naturelles les statistiques suivantes au 31 août 2021 : 1 423 378 PDI accueillies dans 274 communes réparties dans toutes les 13 régions du Burkina Faso, 20 829 sinistrés provenant de 22 communes réparties sur 10 régions du pays. En outre, elle a fait observer qu'on déplore 87 blessés dont 12 graves et 09 morts" parlant des dégâts matériels, des victimes et des pertes en vies humaines. Ces personnes victimes des catastrophes naturelles et les PDI bénéficient d'une prise en charge et d'un soutien psychosocial avec la dotation de vivres et de matériels de survie, à l'entendre.

A la date du 31 août 2021, l' assistance alimentaire estimée est de 38 000 tonnes au profit de 1 313 769 PDI et populations vulnérables

La suite à la page 23

La suite de la page 22

issues des 13 régions du pays, prioritairement dans les régions à risque d'insécurité élevée comme le Centre-Nord, l'Est, le Nord et le Sahel. Trois forages fonctionnels ont également été réalisés à Kaya, Pissila et Ouahigouya pour l'accès des citoyens à l'eau potable, avec l'appui de la Banque africaine de développement. Autre chose : 63 158 kits d'articles ménagers essentiels ont été mis à la disposition des PDI dans les régions du Centre-Est, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel avec le soutien du programme d'appui aux collectivités territoriales : 680 kits d'hygiène et de dignité, 542 kits de protection anti-COVID-19 et des transferts monétaires au profit de 269 ménages vulnérables dans la région de la Boucle du Mouhoun. 78 708 PDI et populations hôtes vulnérables ont également bénéficié de cash transferts pour un montant de 2 813 811 000 FCFA. On a aussi la construction de latrines équipées au profit de 150 ménages de personnes déplacées internes à Djibo et Dori grâce à l'appui de la CEDEAO.

Sur l'appui du gouvernement aux personnes sinistrées, la ministre en charge de l'action humanitaire note un apport alimentaire à 14 307 exploitants de la plaine de Bagré dont les champs ont été inondés au cours de la campagne agricole de 2020. Une assistance alimentaire à 3 160 victimes d'inondations et une distribution de 1 580 kits d'articles ménagers essentiels (nattes, moustiquaires et savons) dans la commune de Fada N'Gourma avec l'appui de la CEDEAO. Le même appui a permis un cash transfert par ménage à titre de contribution pour la réhabilitation des logements détruits par les inondations d'un montant de 250 000 FCFA à 135 ménages des communes de Kongoussi,Tougouri et Kaya. Un accompagnement au relèvement a été apporté à 1000 ménages dans les zones à risques, à raison de 500 000 FCFA par ménage, pour un montant global de 500 000 000 FCFA. En tout, les détails par régions donnent 577 ménages bénéficiaires pour le Centre-Nord, 80 pour le Sahel, 165 pour l'Est, 93 pour la Boucle du Mouhoun et 85 pour le Nord, selon les chiffres officiels.

Des difficultés dans la gestion de la crise humanitaire

La gestion de la crise humanitaire n'est pas sans difficultés. Ainsi, selon la ministre, il est constaté une augmentation des besoins humanitaires surtout en vivres, le mauvais état des routes qui rend difficile l'accès au centre d'accueil surtout en saison pluvieuse.Toutefois, la ministre a affirmée sa volonté ainsi que celle de son département à pallier ces problèmes à travers un accroissement du stock humanitaire en vivres dans les zones d'accueil, la poursuite de l'élaboration de la stratégie de relèvement des PDI et personnes vulnérables ainsi que l'octroi à chaque PDI, en tant que père ou mère, d'une carte d'identification lui permettant d'enregistrer toute sa famille et d'avoir accès aux mêmes attentions dans n'importe quelle zone d'accueil reconnue par l'Etat.

La suite à la page 24

La suite de la page 23

Traite des enfants et phénomène des enfants de la rue

S'agissant de la traite des personnes, Hélène Marie Laurence Ilboudo a souligné que les rapports nationaux 2018-2019 sont alarmants. A cet effet, le nombre d'enfants présumés victimes de traite, interceptés par les services de sécurité, est de 2 318 en 2020. Au premier trimestre de l'année 2021, ce sont 374 enfants qui ont déjà été interceptés par la direction générale de la Famille et de l'enfance. En ce qui concerne les enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire par les Forces de défense et de sécurité, depuis le début de la crise sécuritaire, c'est au total 58 enfants qui ont été remis aux services sociaux.

Quant au phénomène des enfants et jeunes en situation de rue, les résultats issus de 49 communes urbaines du pays indiquent que le Burkina Faso comptait 2 146 enfants et jeunes en situation de rue dont 56 filles en 2002; 5 721 enfants et jeunes en situation de rue dont 739 filles et 57 enfants de moins de 5 ans en 2010; 9 313 enfants et jeunes en situation de rue dont 1 749 filles et 922 enfants de moins de 5 ans en 2016 et 44,24% de ces enfants vivent de la mendicité. Des mesures ont été prises pour pallier cela. Entre autres, Marie Laurence Ilboudo a annoncé : la mise en place des réseaux et des cellules communautaires de protection de l'enfance dans les 45 provinces, 76 communes et 412 villages du Burkina Faso, l'ouverture d'un numéro vert, le 116 pour la dénonciation des faits de violences faites aux enfants, l'adoption de la Stratégie nationale 2020-2024 de protection de l'Enfant, les actions de sensibilisation sur les droits et les devoirs de l'enfant etc. Ces décisions prises ont permis de retirer 2 218 enfants de la rue dont 354 sont dans les internats éducatifs à Gampela, Fada, Orodara et Kaya; 239 enfants dans les centres d'accueil d'urgence à Ouagadougou et Bobo Dioulasso; 936 remis au parents après sensibilisation; 617 talibés remis aux maîtres coraniques. Pour mieux coordonner toutes ces actions et lutter contre les violences basées sur le genre, le Burkina a procédé le 02 mars 2021 au lancement du numéro vert, le 80 00 12 87, pour faciliter les dénonciations des cas de violences et une meilleure prise en charge des survivants.

Lucien DAKISSAGA

Protection de l'environnement : Les acteurs planchent sur son financement

Le 14 septembre 2021, s'est ouvert un atelier de réflexion sur le financement de la lutte contre les changements climatiques (CC) au Burkina. Le top départ des travaux a été donné par Siméon Sawadogo ministre de l'environnement en présence de plusieurs participants et des Hommes de médias.

Placé sous le thème «Financements du Fonds vert pour le climat: quelle synergie d'actions pour une mobilisation plus accrue des ressources au profit du Burkina Faso?», le troisième dialogue national structuré sur le fonds vert pour le climat s'est ouvert le 14 septembre 2021 dans la capitale du pays des Hommes intègres. Prévu pour durer 72 heures, ce cadre d'échanges, de l'avis de l'Autorité nationale désignée (AND), Issaka Ouédraogo,

La suite à la page 25

La suite de la page 24



Les conférenciers ont appelé à s'approprier la lutte contre les changements climatiques

est «une plateforme qui réunit l'ensemble des acteurs dans le but de discuter des engagements et de mettre en cohérence les différentes actions en vue de mobiliser le maximum de ressources pour lutter contre les CC au Burkina». A l'entendre, les CC touchent toutes les régions de la terre. Cette mobilisation des ressources, pour lui, passe nécessairement par le renforcement des partenariats dans l'optique de «construire un environnement économique et social sobre en carbone».

Énormes défis liés au financement

Le représentant des partenaires techniques et financiers, Lamine Ouédraogo, a salué la mise en place d'une telle tribune et a fait part des difficultés auxquelles les acteurs sont confrontés. « Nous faisons toujours face à des défis liés, notamment aux connaissances de la Finance-climat et ceux relatifs à la réussite des projets, qui requièrent parfois de l'innovation », a martelé le porte-parole des bailleurs de fonds. Cependant, il a réaffirmé leur engagement pour un accompagnement financier de l'Etat burkinabè, afin de promouvoir un développement durable. Pour le ministre de l'environnement, représentant le chef du gouvernement, Christophe Dabiré, ce cadre est «une conséquence du respect des engagements pris antérieurement par les autorités du pays». Plus loin dans son propos, il fait entendre que cette initiative entre en droite ligne des objectifs du programme du président du Faso, Roch Kaboré, principalement en son chantier 9. Il a déploré les «conséquences désastreuses des changements climatiques, surtout pour les pays en voie de développement, comme le Burkina». Pour conclure, le ministre a appelé les uns et les autres à redoubler d'efforts, en matière de protection de l'environnement que les conférenciers ont qualifié de «Maison commune de l'humanité».

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Insécurité à l'Est du pays : 6 gendarmes tués lors d'une embuscade

Selon un communiqué de la Gendarmerie nationale (GN) rendu public le 13 septembre 2021 dont nous avons pris connaissance, s'est produite une attaque à main armée la veille contre un convoi de camions, dans la région de l'Est du pays. Le bilan de l'attaque est lourd, de part et d'autre, selon le communiqué.



Depuis 2015, les attaques terroristes font des victimes dans les rangs des Forces d défense et de sécurité

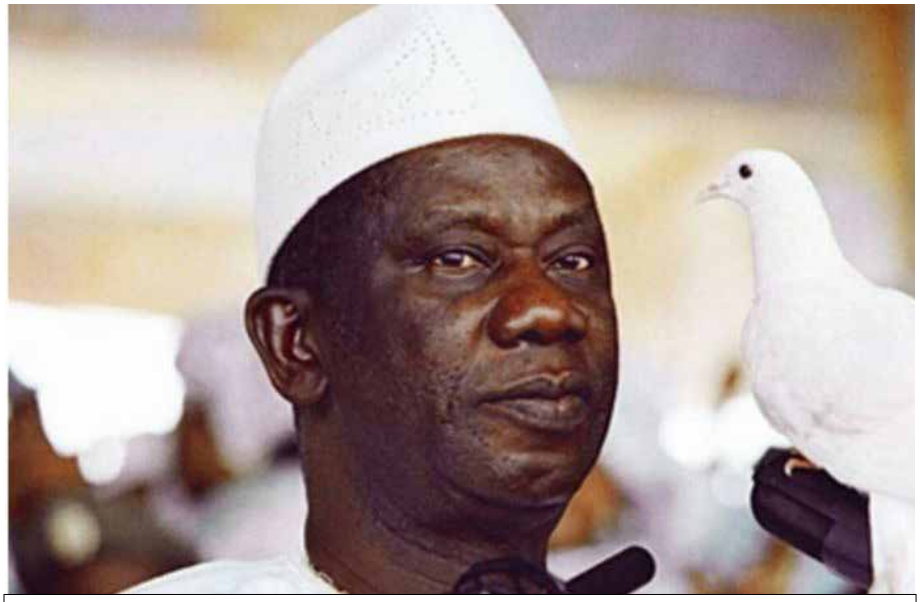
Dans l'après midi du 12 septembre 2021, «un convoi de camions citernes de carburant vides d'une société minière, escorté par des gendarmes du 34 ème Escadron de Gendarmerie mobile de Fada N'Gourma, a subi une embuscade tendue par des individus armés, entre Sakoani et Matiakoali, dans la région de l'Est», selon un communiqué. A en croire les pandores, c'est au passage du convoi qu'un engin explosif a été actionné, «suivi de tirs nourris». Le bilan actualisé, selon d'autres sources, fait état de 6 gendarmes tombés et 7 autres blessés. Le texte indique par ailleurs que la riposte des éléments a « permis de repousser les auteurs de l'attaque et d'infliger d'importantes pertes dans leurs rangs». Les gendarmes annoncent qu'une «opération de ratissage est en cours, en vue de débusquer l'ennemi en fuite». La région de l'Est du Burkina, à l'instar des autres régions, celle du Sahel notamment, est tristement marquée par la recrudescence des attaques terroristes meurtrières qui s'y déroulent. La plus mémorable des attaques commise dans cette localité est celle menée contre le convoi du personnel de la mine aurifère de Boungou en novembre 2019, faisant 40 morts et une soixantaine de blessés. Les incursions terroristes ont, à ce jour, fait près de 2.000 morts et contraint des centaines de milliers de personnes au déplacement interne, au Burkina.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

GUINEE

Les 3 putschs qui ont marqué l'histoire politique du pays

Depuis son indépendance en 1958, le pays de Ahmed Sékou Touré a connu trois coups d›État réussis et plusieurs tentatives. Retour sur des coups de force qui ont négativement marqué la Guinée et son peuple.



Lansana Conté, l'homme qui perpétra le premier pronunciamiento

1984 avec Lansana Conté, précurseur des putschistes guinéens

Le Colonel Lansana Conté est le premier à avoir réussi un coup de force, le 3 avril 1984, une semaine après la mort du père de l'indépendance de la Guinée, Ahmed Sékou Touré. Le colonel, qui sera promu général dans la foulée, dirige un Comité militaire de redressement national et renverse le président intérimaire, Louis Béavogui. En décembre 1990, il fait adopter une nouvelle Constitution et instaure le multipartisme. Il remporte les premières élections présidentielles organisées après la mort de Sékou Touré en 1993. Il sera réélu à deux reprises. Son principal opposant, Alpha Condé, est arrêté en décembre 1998 puis emprisonné avant de bénéficier d'une grâce présidentielle en mai 2001. Son règne à la tête de la Guinée ne sera pas de tout repos. En 1985, il fait face à une tentative de coup d'Etat et en 1996, une mutinerie se transforme en tentative de coup d'Etat avec l'attaque de la présidence par près de 2000 soldats. Ces derniers prennent brièvement le contrôle de la radio où il annonce la création d'un « Comité de salut national ». Début 2007, l'opposition et la société civile dénoncent sa gestion du pays lors de grandes manifestations qui font plus de 180 morts, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

2008: Moussa Dadis Camara arrive au pouvoir avec le CNDD

Lansana Conté meurt en décembre 2008 et inspire un groupe d'officiers qui prend le pouvoir au lendemain de son décès. Ils mettent en place le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD). Le Capitaine Moussa Dadis Camara est le chef de la junte au pouvoir en Guinée du 23 décembre 2008 jusqu'à la mise en place d'un gouvernement civil fin 2010. Il se fait connaître à travers les médias par des discours enflammés ainsi que

La suite à la page 28

La suite de la page 27



Moussa Dadis Camara, le fringant capitaine qui a fait parler de lui



Le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya en compagnie du président Condé

des humiliations publiques de diplomates européens. Le 28 septembre 2009, les forces de sécurité répriment de manière violente un rassemblement de l'opposition dans un stade de Conakry. Au moins 157 personnes sont tuées et plus d'une centaine de femmes sont violées, selon Amnesty International. Le 3 décembre 2009, Dadis Camara échappe à une tentative d'assassinat orchestrée par son aide de camp, Toumba Diakité. Blessé grièvement à la tête, il est remplacé par le Général Sékouba Konaté qui mène la transition jusqu'à l'élection de l'opposant historique Alpha Condé en novembre 2010.

2021: Mamady Doumbouya donne le coup d'arrêt au 3ème mandat

Après un premier mandat de 5 ans, l''opposant historique sera réélu en 2015 pour un second mandat. Entre 2019 et 2020, le débat sur un éventuel 3ème mandat occupe l'opinion publique guinéenne. Alpha Condé engage une révision constitutionnelle, décriée par le Front national pour la défense de la Constitution. Cette réforme lui permet de briguer un troisième mandat contesté. Il est élu une 3ème fois mais ce mandat prend fin brutalement le 5 septembre 2021, avec le coup d'Etat orchestré par le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, nommé par Alpha Condé à la tête des Forces spéciales qu'il a créées. Un Comité national du rassemblement et du développement affirme avoir arrêté le président Condé et suspendu la Constitution. Il est dirigé par le chef des Forces spéciales, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, promu par Condé lui-même.

Source: BBC

Oumou Konaté

AFRIQUE

L'Algérie suspend sa fourniture de gaz au Maroc

Alger a décidé de fermer le gazoduc qui rejoint l'Espagne via le Maroc. Aucune explication n'a été donnée, mais cela semble être lié à sa rupture unilatérale des relations diplomatiques avec le Maroc, selon France Info Afrique.



L'Algerie coupe l'herbe sous les pieds du Maroc en ce qui concerne le gaz

L'escalade entre les deux nations voisines maghrébines se poursuit. En effet, Alger a décidé unilatéralement de ne pas renouveler le contrat de transit du gazoduc Maghreb-Europe (GME) qui arrivait à son terme le 31 octobre prochain. Ce gazoduc dessert l'Espagne via le Maroc qui, au passage, perçoit 7% des volumes. En clair, Alger ferme les vannes du gazoduc, long de 1 400 kilomètres qui traverse le Maroc sur 540 kilomètres, passe par le détroit de Gibraltar pour atteindre l'Espagne à Cadix, selon France Info Afrique. Si aucune explication n'est donnée par l'Algérie, le site internet du journal algérien Liberté veut y voir «probablement, la première conséquence de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays». Ce geste constitue fortement un coup sévère porté à l'économie marocaine qui possède peu de ressources naturelles et dont la fourniture en gaz est assurée par le GME, soit environ 700 millions de m³.

Le Maroc songe à explorer ses gisements

Comme plan B, les autorités algériennes ont prévu de garantir la continuité du contrat avec l'Espagne qui est tout de même le client, en passant par l'autre gazoduc, Medgaz, qui file directement sous la Méditerranée et arrive à Almeria. Mis en service en 2011, il a une capacité annuelle de transport de 8 milliards de m³ de gaz. Seul hic ? La capacité de Medgaz est déjà au maximum et on voit mal comment il pourrait absorber les 10 milliards de m³ de gaz qui passent par le Maroc. Toujours est-il que du côté du royaume chérifien, cet arrêt des livraisons algériennes s'effectue alors que la prospection va commencer en fin d'année sur le gisement Anchois au large de Larache, une ville du nord entre Rabat et Tanger. Un gisement prometteur estimé à un milliard de m³ selon France Info Afrique. Ainsi, le Maroc n'aura sans doute bientôt plus besoin du gaz algérien. En se disant que cette fermeture du gazoduc ne soit pas qu'un effet d'annonce sans suite, il est clair que la crise entre Alger et Rabat est loin d'être terminée.

Source : France Info Afrique

Pierre Oued.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda/ Infrastructures ferroviaires: le pays bénificie de l'exoertise du Zimbabwe



Selon l'Agence Ecofin, le Zimbabwe va apporter une assistance technique au Rwanda qui veut se doter de ses premières infrastructures ferroviaires. Cette collaboration, qui repose sur le transfert de compétences, vise à apporter au Rwanda, l'expertise nécessaire pour une meilleure implémentation de deux projets ferroviaires, dont l'un est déjà en cours de développement. Le partenariat prend en compte, entre autres, « les formations sur la construction, la maintenance ainsi que la gestion du transport ferroviaire », a précisé notre source.

Zambie : le président Hakainde Hichilema annonce la révision du régime fiscal minier



Selon l'Agence Ecofin, le président Hakainde Hichilema a annoncé la révision prochaine de la réglementation fiscale applicable dans le secteur minier. Un point, qui fait partie des griefs des compagnies, vis-à-vis du régime de l'ancien président Edgar Lungu. La révision du régime fiscal devrait accroître les investissements miniers dans le pays, a précisé notre source. Depuis son élection mi-août, le nouveau chef d'Etat zambien a fait de la hausse de la production minière l'une de ses priorités.

Le Liberia prolonge de 25 ans son partenariat avec ArcelorMittal



Selon l'Agence Ecofin, le gouvernement a officiellement conclu, le 10 septembre dernier, un nouvel accord de 25 ans avec le géant de l'acier ArcelorMittal. « L'extension de la mine, de l'usine de traitement aux des installations ferroviaires et portuaires, est le plus grand projet de minerai de fer en Afrique de l'Ouest et attirera l'attention de la communauté internationale sur le Liberia, en tant que pays attractif pour les investissements », a commenté Mittal. Rappelons que ArcelorMittal avait signé en 2005 un accord minier valable sur une durée de 25 ans avec le Liberia, pour l'exploitation du fer.

Soudan: les inondations font plus de 80 morts



Les inondations consécutives à de fortes pluies ont fait plus de 80 morts au Soudan et endommagé ou détruit des milliers de maisons. «Au total, 84 personnes ont été tuées et 67 autres blessées dans 11 Etats du Soudan depuis le début de la saison des pluies», a déclaré Abdel Jalil Abdelreheem, porte-parole du Conseil national de la défense civile du Soudan, cité par VOA Afrique. Selon les chiffres des Nations unies, ces fortes pluies et inondations ont touché 102.000 personnes depuis juillet.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Bénin : décès de Vincent Foly, « doyen » respecté de la presse



Depuis l'annonce de la disparition de Vincent Foly, journaliste et promoteur du média La Nouvelle Tribune, survenue le 3 septembre 2021 de suite de Covid-19, les hommages pleuvent de part et d'autre. Intellectuels, politiques et journalistes qui ont côtoyé Vincent Foly ont salué un homme de conviction respecté pour son combat en faveur de la démocratie. L'ancien président Thomas Boni Yayi fait partie des premières personnalités politiques à avoir réagi. Pour lui, le décès de Vincent Foly est une « grosse perte pour la République et le peuple béninois ». Ce dernier s'était « investi totalement, avec courage et abnégation, dans la restauration et l'approfondissement de la démocratie et de l'État de droit de la personne humaine », a ajouté l'ancien chef d'État.

Coup d'Etat en Guinée : L'Algérie rejette tout changement «inconstitutionnel»



L'Algérie a annoncé lundi 6 août, qu'elle suivait l'évolution de la situation en Guinée, soulignant son rejet de tout changement inconstitutionnel du pouvoir, à la suite du coup d'État militaire survenu, dimanche dernier. C'est ce qui ressort d'un communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères, rendu public un jour après l'arrestation du président guinéen Alpha Condé, la dissolution du gouvernement et la suspension de la Constitution dans le pays, selon le site AA. « L'Algérie réitère son adhésion aux principes fondamentaux de l'Union africaine, notamment son rejet de tout changement inconstitutionnel du pouvoir », lit-on dans la communication officielle de la diplomatie algérienne, a rapporté notre source.

Niger : Mohamed Bazoum a reçu le Vice-président libyen



Le président nigérien Mohamed Bazoum a reçu en audience, lundi, le Vice-président du Conseil présidentiel libyen Moussa Al Konni, a annoncé une source de la présidence nigérienne. L'entretien entre Mohamed Bazoum et Moussa Al Konni a porté «sur les préoccupations communes aux deux pays et sur les solutions à y apporter notamment sur les plans de la migration, l'économie, la sécurité et la stabilité au sein de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)», a encore précisé le site de la Présidence nigérienne. En rappel, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, la zone frontalière nigero-libyenne est confrontée à un climat d'insécurité avec la présence des groupes armés.

Mozambique : Le ministre de l'Intérieur met en garde contre l'ampleur du terrorisme

Le ministre de l'Intérieur, Amade Miquidade, a déclaré que la menace du terrorisme s'étendait à tout le pays et avait lancé une alerte élevée à la fois aux Forces de défense et de sécurité (FDS) et à la société en général. Bien que des rapports indiquent que les terroristes perdent du terrain dans certains districts de la province de Cabo Delgado à la suite d'actions menées par les forces conjointes de l'armée mozambicaine, des forces rwandaises et de la Force en attente de la SADC, le ministre de l'Intérieur du Mozambique prévient que la menace est loin d'être dissipée.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Kenya Airways signe des accords de location d'avion



La compagnie aérienne nationale kényane, Kenya Airways, a signé lundi 13 septembre un accord de location d'avions et débuté l'application d'un partenariat de partage de code pour les avions cargo avec Congo Airways. Allan Kilavuka, directeur général de Kenya Airways, a déclaré à Xinhua que ce partenariat renforçait la collaboration et les liens aéronautiques entre le Kenya et la République démocratique du Congo (RDC), en mettant à niveau le protocole d'accord conclu entre Kenya Airways et Congo Airways en avril.»Cet accord permettra à Kenya Airways de louer deux jets Embraer E190 à Congo Airways, renforçant ainsi les vols nationaux et la fréquence des vols en République démocratique du Congo», a souligné M. Kilavuka.

Les envois de fonds vers l'Afrique devraient baisser en 2021 en raison de COVID-19



Les envois de fonds vers les pays africains devraient diminuer de 5,4% cette année, passant de 44 milliards de dollars en 2020 à un total prévu de 41 milliards de dollars cette année en raison des effets de la pandémie de COVID-19, selon le Rapport sur les migrations continentales 2021 récemment publié. Le rapport, intitulé «Examen régional africain de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières», a été produit par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en partenariat avec la Commission de l'Union africaine. Le document indique toutefois que les envois de fonds ont fait preuve d'une plus grande résilience et d'une plus grande fiabilité en tant que source de capitaux en Afrique que les flux d'investissements étrangers directs.

Afrique : Plus de 200 000 morts liés au Covid-19



Plus de 200 000 personnes sont mortes du Covid-19 en Afrique depuis le début de la pandémie, selon un décompte de l'AFP établi à partir des registres officiels .Les 54 pays du continent n'ont peut-être pas autant souffert que d'autres parties du monde, du moins selon les chiffres officiels. Ils semblent avoir évité les scénarios catastrophiques que certains craignaient au début de la pandémie. Après plusieurs mois meurtriers, dont quelque 27 000 décès en juillet et 26 000 en août, la pandémie semble s'atténuer sur le continent, avec des chiffres quotidiens actuels de 617 contre jusqu'à 990 fin juillet, un record pour la région. L'OMS a déclaré que si les décès excessifs directement ou indirectement liés au coronavirus étaient pris en compte, le bilan réel pourrait être deux ou trois fois plus élevé.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Covid-19 : Le Togo reçoit 117 000 nouvelles doses de Pfizer offertes par les Etats Unis



Le gouvernement togolais a réceptionné dimanche 117 000 nouvelles doses de vaccin Pfizer dans le cadre de sa campagne de vaccination contre la Covid-19. Le lot offert par les Etats unis d'Amérique à travers l'initiative Covax a été réceptionné par le ministre togolais de la santé Moustafa Mijiyawa. Il vient compléter les 188.000 doses offertes en août dernier par le gouvernement de Joe Biden et porte à 305 000, le total de doses envoyées par l'Oncle Sam au Togo. « Ce don s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'administration Biden-Harris de partager ses vaccins avec le monde, et de la promesse du Président Biden que les Etats-Unis seront l'arsenal vaccinal dans la lutte mondiale contre la Covid-19 », a déclaré à Togo first, l'ambassadeur américain au Togo, Eric Stromayer. La réception de ce lot intervient dans un contexte où les autorités togolaises ont opté pour l'immunité collective à travers la vaccination de la population.

Le Gabon rend un vibrant hommage à l'ancien PM ivoirien Charles Konan Banny



Le gouvernement gabonais a rendu un vibrant hommage en mémoire de l'ancien Premier ministre ivoirien Charles Konan Banny, décédé vendredi dernier en France, selon un communiqué cité par l'agence de presse chinoise Xinhua .»Il forçait l'estime et l'admiration à travers sa disponibilité permanente à œuvrer au renforcement de la paix, de la fraternité», restitue le document. «Il restera longtemps gravé aussi dans la mémoire de ses compatriotes pour le rôle déterminant et l'engagement qui fut toujours le sien dans le cadre des mobilisations en faveur de la cohésion et de l'unité nationale en Côte d'Ivoire», peut-on lire dans le texte. Cadre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Charles Konan Banny avait été imposé comme Premier ministre à Laurent Gbagbo par la communauté internationale en décembre 2005, un poste qu'il a occupé jusqu'en avril 2007.

Angola : L'ex-président José Eduardo dos Santos revient à Luanda après deux ans d'absence



L'ancien président de l'Angola, José Eduardo dos Santos devrait rentrer à Luanda mardi après-midi après avoir vécu à Barcelone (Espagne) depuis 2019, a confirmé une source de l'exécutif à l'agence de presse Lusa. Selon la même source, à son arrivée à Luanda, José Eduardo dos Santos sera reçu par les responsables du protocole de l'Etat. L'ancien chef de l'État angolais, qui a une résidence dans le quartier de Miramar à Luanda, vit à Barcelone depuis deux ans, ne se rendant à Dubaï que pour rencontrer sa fille, Isabel dos Santos, qui fait l'objet de poursuites judiciaires dans plusieurs pays. , y compris l'Angola et le Portugal.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Tunisie : Saisie de 18 yachts et 36 jet ski à Nabeul



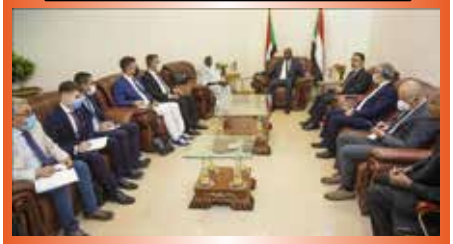
L'unité maritime de la douane tunisienne à Sousse a effectué la saisie de 18 yachts, 36 jet ski, 3 quads et 6 moteurs marins, d'une valeur totale de 2,2 millions de dinars, a rapporté Webdo.tn. L'annonce a été faite par la direction générale de la Douane Tunisienne, dans un communiqué publié, le lundi 13 septembre 2021. La saisie a été effective à la suite d'une perquisition, menée dans un entrepôt situé dans une ferme agricole et un atelier, à Nabeul. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande. Elle a été possible grâce à la collaboration de l'unité maritime de la Douane de la Goulette et une patrouille relevant de la brigade d'inspection de Sousse, a précisé notre source.

RDC/Maniema : 20 tonnes de matériels médicaux sanitaires



Le gouvernement de la RDC a remis, le lundi 13 septembre 2021, vingt tonnes de matériels médicaux sanitaires pour la zone de santé de Kailo, dans la province du Maniema, a rapporté Radio Okapi. Ce don du Président de la République, a été remis au médecin chef de zone de Kailo, au centre de santé de référence de Katako. La cérémonie a été présidée par le gouverneur de province intérimaire, Afani Idrissa, en présence du député national de Kailo, Amisi Patrick Lupya, qui a facilité l'acheminement de ces matériels jusqu'à la destination, a précisé notre source. Pour sa part, le médecin chef de zone, Malonga Kiunga Jules, a promis une gestion rationnelle de ces matériels médicaux sanitaires, selon notre source.

Soudan-Turquie: les deux pays veulent renforcer leur coopération dans le domaine l'élevage



Le ministre soudanais de l'Agriculture et de l'Elevage Hafez Ibrahim Abdel Nabi, a échangé avec une délagation du ministère turc de l'Agriculture et des Fôrets, sur le renforcement de la coopération dans le domaine de l'élevage, entre les deux pays, a rapporté l'Agence Anadolu. C'était le lundi 13 septembre 2021 à Khartoum. Selon l'ambassadeur de Turquie au Soudan, Irfan Nazir Oglu, cité par notre source, toutes les questions liées à la santé animale et à la vaccination ont été mises sur la table, pour discussions entre les deux parties. Notons que le bétail est l'une des activités les plus importantes pour le Soudan.

Tunisie: Réception de 200 mille doses de vaccin offertes par les USA



Les États Unis d'Amérique (USA) ont offert à la Tunisie, 200 mille doses de vaccin anti-covid-19, le lundi 13 septembre 2021, a rapporté La Presse.tn. L'initiative de ce don, entre dans le cadre de l'initiative Covax. Selon Donald Blome, ambassadeur des USA en Tunisie, cité par notre source, ce don témoigne l'engagement de son pays à offrir son soutien au peuple tunisien pour l'aider à lutter contre le coronavirus. De son côté, la Tunisie a réitéré ses remerciements aux USA, pour le soutien continu au profit du peuple tunisien dans la lutte contre la pandémie.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info